

BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST

LIVRET PREMIER PAS

CONDITIONS GENERALES

Référencées GPCE4007 CG201810 – Pages numérotées de 1 à 5

Banque Populaire Grand Ouest Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - 857 500 227 RCS Rennes - Code APE 6419Z – Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 004 504 - Siège social : 15 boulevard de la Boutière - CS 26858 - 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX - Téléphone : 02 99 29 79 79 -Télécopie : 02 99 29 78 85 - Courriel : bppo@banquepopulaire.fr - Site : www.bppo.banquepopulaire.fr. Banque Populaire Grand Ouest exploite la marque Crédit Maritime.

Article 1 : Livret

Le Livret Premier Pas est soumis aux dispositions relatives aux comptes sur livret. Il est réservé aux personnes physiques âgées de moins de 12 ans et ne peut être ouvert que par le(s) représentant(s) légal (légaux).

Article 2 : Titulaire

Le Livret Premier Pas peut être ouvert au nom du mineur par son (ou ses) représentant(s) légal (légaux). Ce livret est nominatif et ne peut être ouvert sous forme de compte joint.

Article 3 : Exclusivité

Chaque titulaire ne peut posséder qu'un seul Livret Premier Pas.

Article 4 : Versements et retraits

Seul(s) le(s) représentant(s) est (sont) habilité(s) à procéder aux opérations d'ouverture, de versements, retraits, clôture.

Le titulaire ne peut effectuer aucune opération sur le Livret Premier Pas.

Les dépôts sont disponibles à vue. Le solde minimum est fixé à 10 EUR. Le montant du compte sur livret est plafonné à 1 600 EUR, ce plafond pouvant toutefois être dépassé par l'effet de la capitalisation annuelle des intérêts. Dans ce cas, si un retrait ultérieur amène le solde à un niveau inférieur au plafond, les versements postérieurs ne peuvent avoir pour effet de porter le solde au-delà de ce plafond.

L'alimentation de ce compte s'effectue selon les modalités suivantes :

- dépôts d'espèces,
- remises de chèques,
- virements exceptionnels,
- virements permanents.

Des retraits sont possibles à tout moment, par le(s) représentant(s) légal (légaux), soit en espèces, soit par virement de compte à compte.

Les virements devront faire l'objet d'une demande expresse du (des) représentant(s) légal (légaux).

Les virements qui ont pour objet de débiter de façon automatique le Livret Premier Pas pour alimenter un compte à vue, sont interdits. Ne sont autorisés que les virements qui font l'objet d'une demande expresse du (des) représentant(s) légal (légaux) du titulaire du compte.

Article 5 : Rémunération

Les sommes déposées sur un Livret Premiers Pas sont rémunérées à un taux fixé librement par la banque et il est susceptible de varier à la hausse comme à la baisse. L'information de la modification du taux de rémunération est effectuée par tout moyen, notamment par affichage en agence, voie télématique ou une mention sur le relevé de compte.

Les intérêts sont calculés pour chaque année civile et capitalisés en début d'année suivante.

Le calcul des intérêts prend en compte la date de valeur des différentes opérations. C'est ainsi que :

- les versements rapportent des intérêts à partir du premier jour de la quinzaine qui suit le dépôt,
- les sommes retirées cessent d'être rémunérées à partir du premier jour de la quinzaine du retrait,

Article 6 : Fiscalité

Le titulaire est assujéti aux dispositions fiscales qui sont en vigueur pendant toute la durée de la Convention. Par fiscalité, on entend tous impôts, prélèvements sociaux, et divers acomptes, prélèvements, contributions, droits ou taxes.

Ces dispositions à caractère légal ou réglementaire sont susceptibles de modification à l'initiative des Pouvoirs Publics. Elles peuvent être consultées à tout moment sur le site Internet de l'Administration fiscale.

La Banque pourra également mettre à disposition une information disponible en agence auprès des conseillers de clientèle, sur son site Internet ou sur tout autre support.

Lorsque les modalités de l'imposition donnent lieu à une option, celle-ci doit être exprimée auprès de la Banque, par le titulaire ou son (ses) représentant(s) légal (légaux), dans les délais requis.

Article 7 : Relevé de compte

Afin de permettre le suivi des opérations inscrites au crédit et au débit du Livret Premier Pas, la Banque communique au titulaire un relevé de compte au moins annuel sur support papier ou sur un autre support durable, notamment par voie postale ou par mise à disposition des relevés sous format électronique dans l'espace privé de banque en ligne de son (ou ses) représentant(s) légal (légaux).

Il appartient au titulaire ou de son (ou ses) représentant(s) légal (légaux) de conserver ses relevés de compte sous quelque forme que ce soit.

Article 8 : Clôture du livret

L'accord du (des) représentant(s) légal (légaux) est requis pour procéder à la clôture pouvant intervenir à tout moment.

La clôture peut également intervenir à l'initiative de la Banque après expiration d'un délai de 30 jours.

Toutefois, la Banque est dispensée de respecter ce délai de préavis en cas de comportement gravement répréhensible du titulaire ou dès lors qu'elle constate que les conditions contractuelles et/ou réglementaires, notamment celles d'ouverture et de maintien du compte ne sont plus respectées.

Article 9 : Transformation en Livret Jeune

Au 12^{ème} anniversaire du titulaire, la Banque, sauf avis contraire, procédera à la transformation du Livret Premier Pas en Livret Jeune. La transformation est impossible si le titulaire est déjà titulaire d'un Livret Jeune dans ses livres. Dans ce cas, la Banque procédera à la clôture d'office du Livret Premier Pas. Le solde sera transféré sur un compte désigné par le(s) représentant(s) légal (aux) ou à défaut, sur un compte d'attente afin d'être restitué à première demande du titulaire ou de son (ses) représentant(s) légal (aux).

Le Livret Jeune est soumis à des dispositions générales explicitées ci-après. Au cas où le client est déjà titulaire d'un Livret Jeune dans un autre établissement, son (ses) représentant(s) légal (aux) s'engage sous sa (leur) responsabilité, à en informer la Banque. De même, le(s) représentant(s) légal (légaux) du titulaire s'engage à informer la Banque de tout manquement à une disposition relative au Livret Jeune.

Article 10 : Secret professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'art L511-33 du code monétaire et financier.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier central des chèques, Fichier des incidents de remboursement de crédit aux particuliers par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L114-19 à L114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de Contrôle Prudential et de résolution, des commissions d'enquête parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'art L511-33 du code monétaire et financier, la Banque peut partager des informations confidentielles concernant le titulaire dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent vos crédits (entreprises d'assurances, sociétés de cautions mutuelles, par exemple) ;

- avec des entreprises de recouvrement ;
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple pour la réalisation de certaines opérations, la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication des chèquiers) ;
- lors de l'étude ou l'élaboration de tout type de contrats ou d'opérations vous concernant dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque (BPCE, Banques Populaires...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le titulaire peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Article 11 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de notre relation, la Banque Populaire Grand Ouest recueille et traite des données à caractère personnel vous concernant et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, caution, contact désigné, préposé, bénéficiaire effectif, membre de votre famille...).

Les informations vous expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont vous disposez sur vos données figurent dans notre Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à votre connaissance lors de la première collecte de vos données. Vous pouvez y accéder à tout moment, sur notre site internet <https://www.bpgo.banquepopulaire.fr/portailinternet/Editorial/Informations/Pages/protection-donnees-personnelles.aspx> ou en obtenir un exemplaire auprès de votre agence. La Banque Populaire Grand Ouest communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Article 12 : Réclamation – Médiation

Tout renseignement relatif à l'exécution de la Convention ou à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro suivant : 0 805 904 500 (appel gratuit).

En cas d'insatisfactions ou de difficultés, le titulaire peut formuler une réclamation comme suit :

1. Votre agence Banque Populaire Grand Ouest : votre premier interlocuteur

Prenez contact avec votre Conseiller/Directeur d'agence. Vous pouvez lui faire part de vos difficultés par tout moyen à votre convenance, directement à l'agence, par courrier, par mail ou par téléphone.

Vous retrouvez directement ses coordonnées sur votre extrait de compte.

2. Le Service Relations Clients à votre écoute

Si votre agence tarde à vous répondre ou si vous n'êtes pas satisfait de la réponse ou de la solution apportée par votre agence, vous avez la possibilité de vous adresser au Service Relations Clients, pour que votre demande soit réexaminée. Vous pouvez contacter le service par courrier, téléphone ou mail, en utilisant les coordonnées ci-après :

- Par courrier, en écrivant à :

Banque Populaire Grand Ouest
Service Relations Clients
15 boulevard de la Boutière CS 26858
35768 Saint-Grégoire Cedex

- Par internet : remplissez le formulaire « Déposer une réclamation » mis en ligne sur le site Internet de la Banque (www.bpgo.banquepopulaire.fr).

- Par téléphone : du lundi au vendredi de 8h à 18h : 0 805 904 500 (appel gratuit).

A défaut de réponse dans les trois jours ouvrés du Service Relations Clients ou de l'agence, vous recevrez un courrier avec accusé de réception de votre demande. Nous nous engageons alors à vous répondre sous quinze jours ouvrés. Toutefois si une analyse plus approfondie de votre dossier est nécessaire et entraîne un dépassement de délai, nous nous engageons à vous communiquer le nouveau délai, qui sauf cas très particulier ne devrait pas dépasser 2 mois (à compter de la date de réception de votre réclamation).

3. En dernier recours, le Médiateur

Vous pouvez demander gratuitement l'intervention du Médiateur, après épuisement des voies de recours amiable internes (transmission de la réclamation à l'agence puis au service Relations Clients) ou en cas d'absence avérée de réponse de la Banque dans un délai de deux mois à compter de la réclamation. Le Client a la faculté de saisir le Médiateur dont l'adresse figure sur les relevés de compte et dans les Conditions Tarifaires, sans préjudice des autres voies d'actions légales dont il dispose.

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion du compte de dépôt, opérations de crédit...), de services de paiement, de services d'investissement, d'instruments financiers et de produits d'épargne distribués par la Banque. Son champ d'action exclut :

- les litiges relatifs à la politique commerciale de la Banque (par exemple : décision de distribuer ou non un produit ou un service bancaire, liberté de contracter ou de rompre une relation contractuelle, liberté de tarification...),
- les litiges résultant des performances des produits liées aux évolutions des marchés financiers,
- les litiges ne relevant pas de la commercialisation des contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire distribués par la Banque (Assurance emprunteur, assurance des moyens de paiement, instrument financier, produit d'épargne...).

La procédure est gratuite pour le titulaire qui conserve cependant la charge de ses propres frais, notamment ses frais de déplacement ou liés à la rémunération du conseil qu'il choisirait de s'adjoindre.

Le titulaire peut saisir le Médiateur :

- en écrivant à :

Monsieur le Médiateur de la consommation auprès de la FNBP
100 / 104, Avenue de France
75646 PARIS Cedex 13

- via le site Internet du Médiateur :

www.sitedumediateur.fr/banquepopulaire/federationnationaledesbanquespopulaires

Le Médiateur, indépendant, statue dans le délai mentionné dans la charte de médiation de la Banque. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations.

Si les parties décident de suivre l'avis exprimé par le médiateur, elles le formalisent, entre elles, par la signature d'un accord amiable mettant fin au litige. Cet accord pourra revêtir la forme d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Ni la Banque, ni le titulaire ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du Médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le titulaire, que la décision du Médiateur ne satisfierait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

Pour plus de détails, le titulaire peut consulter la charte de médiation de la Banque mise en ligne sur le site Internet.

Article 13 : Démarchage – Vente à distance

Si le titulaire a été démarché en vue de la souscription de la Convention ou si cette souscription a été conclue à distance dans les conditions prévues par les dispositions du Code Monétaire et Financier, et même si l'exécution de la Convention a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, il peut revenir sur son engagement dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion de la Convention. Le client peut exercer son droit de rétractation en agence ou en adressant un courrier recommandé avec accusé de réception à la Banque à l'attention du service Relations Clients. Le modèle de courrier suivant peut être utilisé : « Je soussigné(e) (Nom Prénom), demeurant à ... (Adresse) déclare renoncer au contrat... (Référence du contrat) que j'ai souscrit le... auprès de la banque... (Coordonnées de la banque et de l'agence). Fait à... le... et signature ».

La demande d'une ouverture de compte à distance exige la production de pièces justificatives par le titulaire. La Banque pourra ainsi demander des justificatifs supplémentaires afin de respecter ses obligations légales. La non remise par le titulaire des pièces complémentaires dans un délai de 14 jours entrainera la caducité de la demande d'ouverture.

L'ouverture du compte à distance ne sera effective qu'après confirmation de l'entrée en relation par courrier de la Banque.

Les conversations téléphoniques du titulaire avec les conseillers clientèle de la banque à distance, notamment les transactions effectuées par téléphone, pourront être enregistrées. Les enregistrements seront conservés 5 ans et pourront servir de preuve en cas de litige.

Exécution :

En cas de vente à distance : Sous réserve de la demande préalable en ce sens par le titulaire, la Convention peut recevoir un commencement

d'exécution avant l'expiration du délai de rétractation.

Si le titulaire exerce son droit de rétractation, il ne peut être tenu qu'au paiement proportionnel du service financier effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité.

En cas de démarchage : Sous réserve de la demande préalable en ce sens par le titulaire, la Convention peut recevoir un commencement d'exécution avant l'expiration du délai de rétractation. Toutefois l'exécution des contrats portant sur les services de conservation ou d'administration d'instruments financiers et de gestion de portefeuille pour le compte de tiers est différée pendant la durée du droit de rétractation. Si le titulaire exerce son droit de rétractation, il ne peut être tenu qu'au paiement du prix correspondant à l'utilisation du produit ou du service financier effectivement fourni entre la date de conclusion du contrat et celle de l'exercice du droit de rétractation, à l'exclusion de toute pénalité.

En tout état de cause, les opérations effectuées sur le compte à l'initiative du client vaudront accord de sa part sur un commencement d'exécution. En cas de rétractation, le titulaire devra restituer à la Banque les éventuelles sommes perçues dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 30 jours à compter de la réception de la notification.

Article 14 : Modification des conditions générales

Les dispositions des présentes conditions générales peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires.

La Banque aura la faculté de modifier les conditions générales (y compris tarifaires) du Livret Premier Pas. A cet effet, la Banque communiquera au titulaire, un mois avant la date d'application envisagée, sur support papier ou sur tout autre support durable (par exemple par voie postale, par une mention sur le relevé de compte ou par moyen télématique dans le cadre des services de banque en ligne), le projet de modification. La Banque et le titulaire conviennent que l'absence de contestation du titulaire ou de son (ses) représentant(s) légal (légaux) dans ce délai vaut acceptation par ce dernier des modifications. En cas de refus du titulaire ou de son (ses)

représentant(s) légal (légaux), celui-ci peut résilier la Convention, sans frais, avant la date d'application des modifications. A défaut de résiliation dans ce délai, les modifications lui seront opposables.

Article 15 : Loi et langue applicables – Compétence

La Convention est conclue en langue française. Le titulaire accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle.

La Convention est soumise à la loi française et à la compétence des tribunaux français. Le tribunal compétent sera, outre celui du domicile du défendeur, celui de l'exécution de la Convention, c'est-à-dire celui du siège social de la Banque, même si les opérations sont réalisées par l'intermédiaire de l'une de ses agences.

Article 16 : Garantie des dépôts

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au titulaire, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application. Conformément à l'article L 312-15 du Code monétaire et financier et à l'article 8 bis du règlement n° 99-05 du Comité de la réglementation bancaire et financière, la Banque peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le titulaire.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le titulaire peut demander auprès du Service Relations Clients de la Banque ou auprès du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution - 65 rue de la Victoire - 75009 Paris (www.garantiedesdepots.fr) ou consulter sur le site internet de la Banque ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR AUX DÉPOSANTS

Informations générales sur la protection des dépôts

La protection des dépôts effectués auprès de votre Banque Populaire est assurée par :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1).
Si vous avez plusieurs dépôts dans le même établissement de crédit:	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (ou devise) (1).
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses co-titulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui (2).
Autres cas particuliers	Voir note (2).
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit:	Sept jours ouvrables (3).
<u>Monnaie de l'indemnisation :</u>	<u>Euro</u>
<u>Correspondant</u>	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire - 75009 Paris Tél : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr
Accusé de réception par le déposant:	Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions contractuelles du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la Convention. Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la Convention.

Informations complémentaires :

(1) Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en

mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100.000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve

de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (Hors Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Épargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une couverture maximale de 100.000 €.

(2) Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les co-titulaires par parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100.000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement de nature similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme s'ils étaient effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable (LDD) et les Livrets d'Épargne Populaire (LEP) sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicables aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces Livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision, voir le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution). Par exemple, si un client détient un Livret A et un LDD dont le solde est de 30 000 € et un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100.000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution).

(3) Indemnisation

Le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours sera applicable à compter du 1er juin 2016.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution :

- Soit, par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception,
- Soit, par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le

Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

(4) Autres informations importantes :

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Personnes exclues de la garantie : pour plus de précision, consulter l'article 1er II de l'Ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière.- Produits exclus de la garantie : pour plus de précision, consulter l'article 1er III de ladite Ordonnance.- Garantie des titres, Garantie des cautions et Garantie des assurances: Voir le dépliant du FGDR disponible en agence et sur le site internet de la Banque : www.bpgo.banquepopulaire.fr. |
|--|

CONDITIONS GENERALES RELATIVES AU LIVRET JEUNE

Le Livret Jeune de la Banque Populaire Grand Ouest (la « Banque ») est soumis aux dispositions relatives aux comptes sur livret, prévues par la décision du Conseil National du Crédit n° 69-02 du 8 mai 1969, modifiée par la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, le décret n° 96-367 du 2 mai 1996 et le règlement n° 96-03 du 23 avril 1996 du Comité de la réglementation bancaire.

Le Livret Jeune de la Banque permet, après une phase d'épargne, d'obtenir un crédit à la consommation, sous réserve d'acceptation du dossier par la Banque.

Ses principales caractéristiques sont détaillées ci-après

PHASE D'EPARGNE

Article 1. Le titulaire

Le Livret Jeune peut être ouvert à toute personne physique âgée de 12 à 25 ans, résidant habituellement en France métropolitaine ou dans un département d'outre-mer.

Ce livret est nominatif et ne peut être ouvert sous forme de compte joint.

Article 2. Exclusivité

Chaque titulaire ne peut posséder qu'un seul Livret Jeune. En cas d'infraction à cette règle, le titulaire s'expose, sur décision du ministre chargé de l'économie et des finances, à la perte des intérêts de la totalité des sommes déposées au titre des trois dernières années à compter de la date de la découverte de l'infraction.

Article 3. Dépôts et Retraits

Le Livret Jeune enregistre des versements ou des retraits au profit du titulaire. Chaque opération ne peut être inférieure à 10 Euros.

Avec l'autorisation de son représentant légal, le titulaire peut dès l'âge de 12 ans procéder sous sa seule signature aux opérations de retrait.

Lorsqu'elle n'a pas été donnée lors de l'ouverture du Livret Jeune, l'autorisation peut l'être ultérieurement par écrit à l'agence où est ouvert le livret, ou par notification à celle-ci par le représentant légal du titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Sauf opposition de son représentant légal, le titulaire peut dès l'âge de 16 ans procéder sous sa seule signature aux opérations de retrait. L'opposition peut être faite par écrit à l'agence lors de l'ouverture du Livret Jeune ou ultérieurement par notification à celle-ci par le représentant légal du titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- dépôts d'espèces
- remise de chèques
- virements exceptionnels
- virements permanents

Les retraits sont effectués à vue, en espèces ou par virement de compte à compte. Tout virement qui a pour objet de débiter le Livret Jeune pour alimenter le compte à vue du titulaire nécessite une demande expresse de ce dernier. Il ne peut être délivré aucune formule de chèque au titre du livret jeune.

Article 4. Solde du Livret Jeune

Le solde ne peut être inférieur à 10 Euros. Il ne peut être supérieur à 1 600 Euros, sauf par l'effet de la capitalisation annuelle des intérêts.

Dans ce cas, si un retrait ultérieur amène le solde à un niveau inférieur au plafond réglementaire, les versements postérieurs ne peuvent avoir pour effet de porter le solde au-delà de ce plafond.

Article 5. Rémunération

Les sommes déposées sur le Livret Jeune sont rémunérées à un taux fixé librement par la Banque, il est susceptible de varier à la hausse comme à la baisse. L'information de la modification du taux de rémunération est effectuée par tout moyen, notamment par affichage en agence, voie télématique ou une mention sur le relevé de compte. Ce taux ne pourra être inférieur à celui fixé pour les fonds déposés sur le livret A. Les intérêts sont exonérés d'impôt.

Le calcul des intérêts prend en compte la date de valeur des différentes opérations. C'est ainsi que :

- les versements rapporteront des intérêts à partir du premier jour de la quinzaine qui suit le dépôt,
- les sommes retirées cesseront d'être rémunérées à partir du dernier jour de la quinzaine qui précède le retrait.

Article 6 : Relevé de compte

Afin de permettre le suivi des opérations inscrites au crédit et au débit du Livret Jeune, la Banque communique au titulaire un relevé de compte au moins annuel sur support papier ou sur un autre support durable, notamment par voie postale ou par mise à disposition des relevés sous format électronique dans son espace privé de banque en ligne ou dans celui de son représentant légal.

Il appartient au titulaire ou au représentant légal de conserver ses relevés de compte sous quelque forme que ce soit.

Article 7. Clôture du Livret Jeune

S'agissant des titulaires mineurs, l'accord du (des) représentant(s) légal (légaux) est requis pour procéder à la clôture pouvant intervenir à tout moment.

Le titulaire doit obligatoirement demander la clôture de son Livret Jeune, le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il atteint son vingt cinquième anniversaire. A défaut, la Banque procède d'office à la clôture à cette date.

Le solde est transféré sur un compte désigné par le titulaire, ou à défaut, sur un compte d'attente afin d'être restitué à première demande du titulaire. La clôture peut également intervenir à l'initiative de la Banque après expiration d'un délai de 30 jours.

Toutefois, la Banque est dispensée de respecter ce délai de préavis en cas de comportement gravement répréhensible du titulaire ou dès lors qu'elle constate que les conditions contractuelles et/ou réglementaires, notamment celles d'ouverture et de maintien du compte ne sont plus respectées.

PHASE DE PRET

Article 8. Type de prêt

Après une période d'épargne préalable et dès l'âge de 18 ans, le titulaire peut solliciter un crédit à la consommation à taux préférentiel, auprès de la Banque. Ce prêt, d'une durée de 12 à 48 mois, sera accordé sous réserve d'acceptation du dossier.

La Banque pourra demander à l'emprunteur toute sûreté personnelle ou réelle afin d'assurer la bonne fin de sa créance.

Article 9. Montant du prêt

Le montant du prêt auquel le client peut prétendre sera égal au montant des intérêts acquis pendant la phase d'épargne, multiplié par un coefficient de 20, sans jamais pouvoir être inférieur à 800 Euros et supérieur à 7 600 Euros.

Article 10. Taux du prêt

Le taux du prêt sera fonction du taux de rémunération de l'épargne à la date de la demande et correspondra au taux de rémunération de l'épargne du Livret Jeune, majoré de 2,5%.

Article 11. Utilisation des droits à prêt

Le prêt Livret Jeune n'est accessible qu'aux jeunes de 18 à 25 ans, ayant préalablement réalisé un effort d'épargne.

Après la clôture du livret, les droits à prêt sont maintenus pendant un délai d'un an.

Article 12. Réserves

La Banque se réserve le droit, après simple préavis de 2 mois, de suspendre les dispositions des articles 8 à 11. Dans ce cas, le calcul des intérêts acquis, servant de base au calcul du montant du prêt, sera arrêté à la fin du délai de préavis. Le titulaire disposera alors d'une année pour faire valoir ses droits et demander un prêt à taux préférentiel.